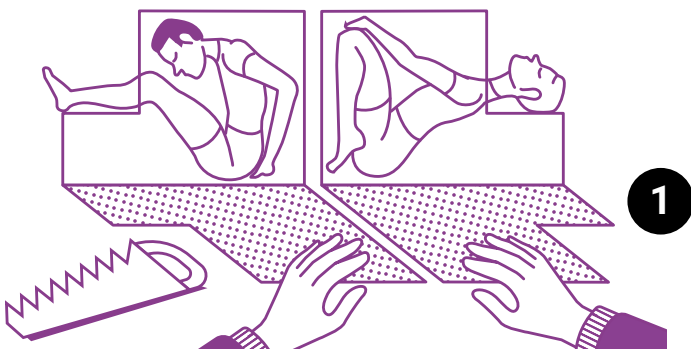


# Contre-stratégies de la société civile pour lutter contre les stratégies néfastes des entreprises

Dans le monde entier, les communautés, les travailleurs, les militants, les ONGs et les syndicats sont confrontés quotidiennement aux impacts négatifs des activités et du comportement des entreprises. Mais lorsqu'ils cherchent à obtenir justice et l'obligation de rendre des comptes, ils se heurtent souvent aux cinq stratégies néfastes identifiées par Mind the Gap que les entreprises utilisent pour nier ou éviter leur responsabilité en matière de violations des droits de l'homme et de dommages environnementaux.

En s'efforçant de surmonter ces stratégies néfastes des entreprises, les acteurs de la société civile ont beaucoup appris sur la manière de les contrer - ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. S'appuyant sur les expériences des activistes, des communautés et des universitaires, Mind the Gap propose une boîte à outils de contre-stratégie. Une version plus détaillée de cette boîte à outils, avec des conseils pratiques et des liens vers des exemples de cas, est disponible sur [notre site web](#).

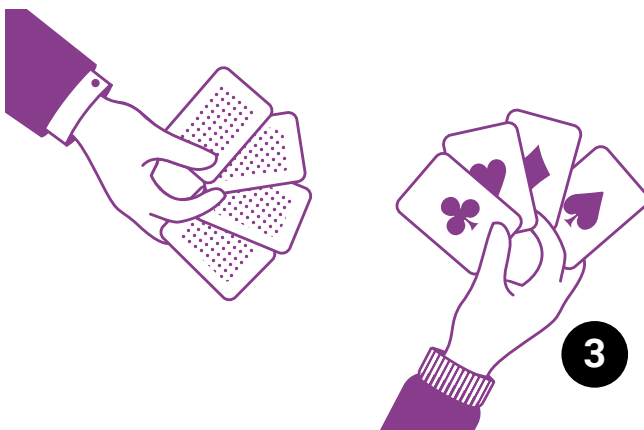
## Quatre contre-stratégies de la société civile



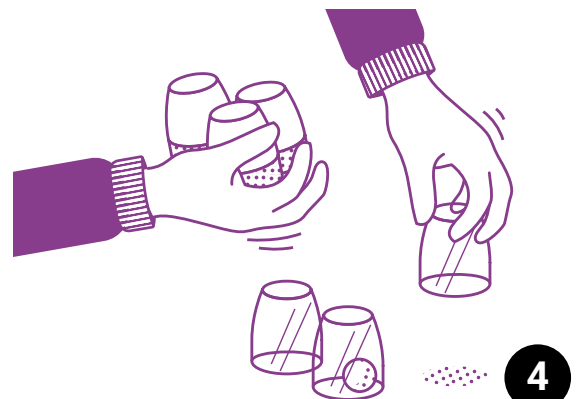
**DÉMANTELER LES RÉCITS D'ENTREPRISE**



**MODIFIER L'ÉQUILIBRE DES FORCES**

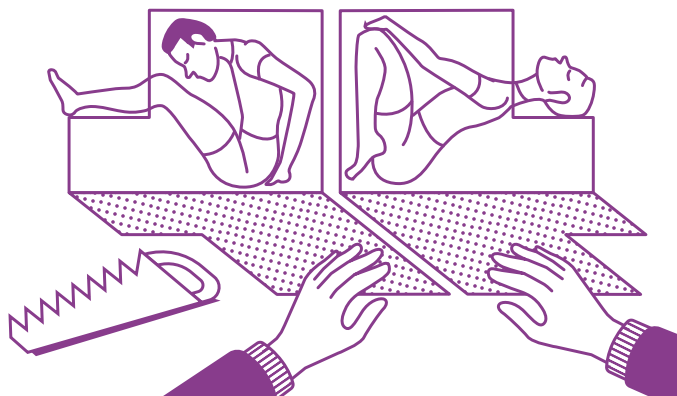


**DÉPLOYER DES CONTRE-STRATÉGIES JURIDIQUES**



**FAIRE PROGRESSER LES NORMES DE RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES**

## Contre-stratégie 1 Démanteler les récits d'entreprise



De nombreuses stratégies d'entreprise nuisibles s'appuient sur un récit qui sépare l'entreprise des impacts nuisibles, et donc de la responsabilité et de l'obligation de rendre des comptes. Le démantèlement d'un récit d'entreprise peut être utile à la société civile pour attirer l'attention sur la responsabilité d'une entreprise en matière de droits de l'homme et d'abus environnementaux.

### Deux façons de démanteler les récits d'entreprise

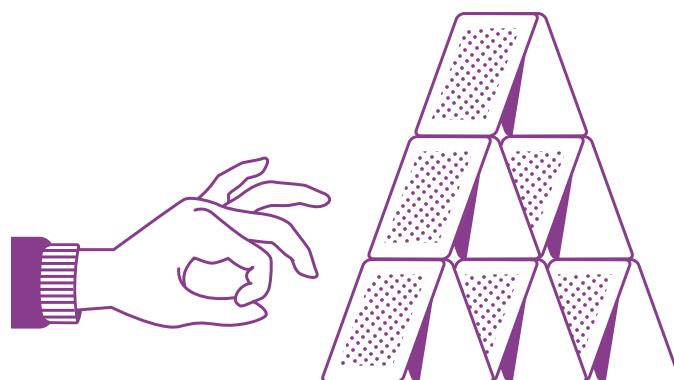
#### 1 Effectuer une recherche de réfutation

Lorsqu'une entreprise fait une déclaration de fait apparente qui nie les récits des victimes, la recherche de réfutation peut contribuer à empêcher que d'autres personnes acceptent le récit de l'entreprise. La recherche de réfutation se distingue de la recherche sur les préjudices causés par une entreprise. Elle examine spécifiquement les raisons pour lesquelles l'entreprise prétend ne pas être responsable des préjudices.

#### 2 Recadrer la question

Lorsqu'ils remettent en question le discours d'une entreprise, les acteurs de la société civile peuvent faire avancer leur cause en montrant que la façon dont l'entreprise présente la question est elle-même le problème et en forçant l'entreprise à adopter une position défensive. Cela implique de mettre en évidence ce qui pose problème dans le déni ou la revendication d'ignorance de l'entreprise et d'attirer l'attention sur ce que l'entreprise aurait dû savoir ou faire.

## Contre-stratégie 2 Modifier l'équilibre des pouvoirs



Au cœur de nombreux cas de mauvaises pratiques et d'impunité des entreprises se trouve la dure réalité des énormes déséquilibres de pouvoir entre les multinationales et les personnes affectés par les activités des entreprises. Les entreprises utilisent souvent leur pouvoir et leur influence pour nier toute responsabilité, offrir des remèdes symboliques ou éviter d'avoir à répondre de leurs actes devant la justice. Il est essentiel de faire pencher le pouvoir en faveur des communautés touchées lorsqu'on cherche à obtenir réparation.

### Quatre façons de modifier l'équilibre des pouvoirs

#### 1 Mettre l'affaire sous les projecteurs

La mise en lumière d'une affaire peut permettre aux individus et aux communautés de demander aux entreprises de rendre des comptes et de réparer les atteintes aux droits de l'homme et à l'environnement. En particulier, le fait de déplacer le champ d'engagement du local ou du national vers l'international peut modifier la dynamique du pouvoir, car une entreprise peut être plus sensible à sa réputation au niveau international ou dans des pays clés.

#### 2 Utilisation des mécanismes de plaintes internationales

Porter des affaires devant les mécanismes internationaux de plaintes peut contribuer à changer la dynamique et à modifier l'équilibre des forces, en particulier lorsque cela fait partie d'une stratégie de plaidoyer plus large. Les mécanismes internationaux de plaintes comprennent les procédures spéciales des Nations Unies, les organes régionaux des droits de l'homme, les points de contact nationaux de l'OCDE et les mécanismes de responsabilité des banques de développement.

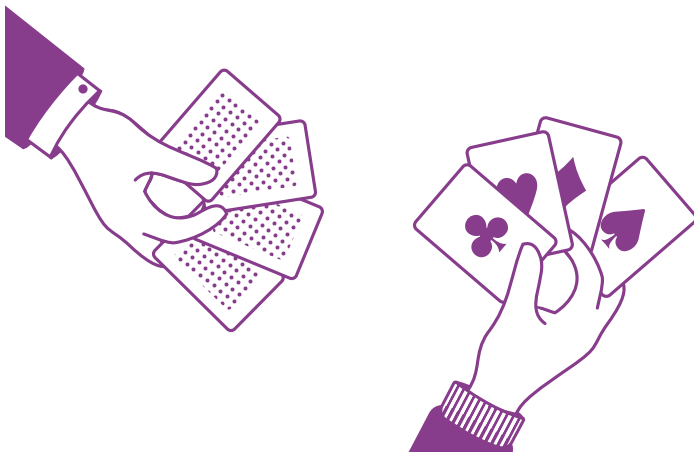
### 3 Cibler les acteurs ayant un pouvoir sur l'entreprise

Cibler d'autres acteurs ayant une influence ou un pouvoir sur l'entreprise peut contribuer à modifier la dynamique du pouvoir et à faire pression sur l'entreprise pour qu'elle modifie son comportement ou remédie à un problème. Ces autres acteurs peuvent être des clients commerciaux (tels que les détaillants et les marques qui achètent auprès de l'entreprise), des banques, des actionnaires individuels et des investisseurs institutionnels (tels que les gestionnaires de fonds de pension).

### 4 Élargir et amplifier l'activisme communautaire

Les contre-stratégies utilisées par les communautés touchées bénéficient souvent de la collaboration avec les organisations de la société civile locales et nationales, les ONG nationales et internationales, les syndicats et les activistes. Cette collaboration est particulièrement utile lorsqu'une entreprise s'attaque activement aux défenseurs des droits de l'homme et aux communautés.

## Contre-stratégie 3 Déployer des contre-stratégies juridiques



**Lorsque des activistes, des travailleurs, des communautés et des organisations de la société civile se dressent contre une puissante multinationale, l'inégalité devant la loi est une expérience courante. Néanmoins, le recours à la loi peut être un moyen efficace de contrer les stratégies néfastes des entreprises.**

### Trois façons de déployer des contre-stratégies juridiques

#### 1 Intenter une action en justice dans l'État d'origine d'une entreprise

Pour les personnes dont les droits sont bafoués ou qui subissent des dommages environnementaux causés par une entreprise, engager une action en justice dans l'État d'origine de l'entreprise peut être un moyen efficace de demander des comptes à l'entreprise.

#### 2 Recourir à une action en justice pour forcer la divulgation

Forcer une entreprise à divulguer des informations en engageant une action en justice peut être utile pour contrecarrer des stratégies d'entreprise néfastes dont le contrôle de l'information est un élément clé.

#### 3 Contrer les SLAPP

Les entreprises confrontées aux critiques des acteurs de la société civile ont de plus en plus souvent recours à des poursuites abusives appelées "poursuites stratégiques contre la participation publique" (Strategic Lawsuits Against Public Participation = SLAPP). Les acteurs de la société civile peuvent contrer ces poursuites en vertu du droit national et avec l'aide des coalitions anti-SLAPP.

## Contre-stratégie 4

# Faire progresser les normes de responsabilité des entreprises



**Le travail sur des cas individuels est important mais pas suffisant pour contrer les stratégies néfastes des entreprises. Les activistes et les organisations de la société civile, les juristes et les chercheurs du monde entier s'accordent généralement à dire que la meilleure contre-stratégie consiste à modifier la loi et les normes régissant le comportement des entreprises - à combler les lacunes en matière de gouvernance et les failles juridiques qui permettent aux entreprises de causer des dommages et d'éviter la responsabilité de leurs actions et omissions.**

### À propos de Mind the Gap

On constate que des entreprises du monde entier déploient délibérément des stratégies néfastes identifiées par Mind the Gap. Elles le font pour éviter d'être responsables des effets de leurs activités sur les personnes et l'environnement. Afin d'offrir aux activistes de la société civile et aux organisations travaillant avec des personnes affectées par les dommages causés par les entreprises des suggestions spécifiques pour répondre à l'utilisation de ces stratégies nuisibles, le consortium Mind the Gap a développé une boîte à outils de contre-stratégie pour la société civile. Cette boîte à outils reflète l'expérience collective du consortium et de ses partenaires, qui sont diversifiés sur le plan régional, ainsi que sur le plan de l'industrie et de l'expertise en la matière. Les contre-stratégies ont été développées en examinant les informations disponibles publiquement et en menant des entretiens approfondis avec des activistes, des ONG et des avocats qui ont travaillé sur des cas contre des entreprises pendant de nombreuses années.

## Deux façons de faire progresser les normes de responsabilité des entreprises

### 1 Faire du droit mou un droit dur

Les coalitions de la société civile plaident depuis longtemps en faveur de normes internationales de responsabilité des entreprises. Après avoir obtenu la reconnaissance de normes importantes pour les entreprises dans des domaines tels que les droits de l'homme, l'environnement, les droits des travailleurs et la transparence financière, l'activisme de la société civile s'efforce de plus en plus de convertir ces normes (qui ne sont pas juridiquement applicables) en lois fortes.

### 2 Intégrer la responsabilité de las empresas en la legislación

Outre les cadres juridiques émergents qui traitent directement des impacts des entreprises sur les droits de l'homme et l'environnement, la plupart des pays disposent d'une série d'autres lois (telles que les lois sur l'emploi et les droits des travailleurs, la santé et la sécurité, la lutte contre la corruption et la transparence, les droits fonciers et les droits des populations autochtones) dont les dispositions peuvent aider les acteurs de la société civile à demander aux entreprises de rendre compte de leur comportement.

Le consortium Mind the Gap regroupe des organisations de la société civile du monde entier dans le but d'accroître le respect des droits de l'homme et d'obtenir justice et réparation pour les personnes et les communautés dont la vie et les moyens de subsistance ont été affectés par les multinationales.

**MINDTHEGAP**

### Remerciements

Le projet Mind the Gap a été rendu possible grâce à l'aide financière de l'Open Society Foundations, du Sigrid Rausing Trust et du ministère néerlandais des Affaires étrangères. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité du consortium du projet et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les opinions des bailleurs de fonds

Images Zeppa – Mise en page Frans Schupp



ACDH



AL-HAQ



社会资源研究所



European Coalition for Corporate Justice

